

Canada n'a pour ainsi dire aucune législation sociale au regard de l'Angleterre, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande? Est-ce simple coïncidence que le très honorable premier ministre ait été au pouvoir et que le Canada se soit montré si réactionnaire en dépit des belles phrases et des belles pensées exprimées par le très honorable député, pensées que nul autre ne peut exprimer comme lui? Je ne crois pas que ce soit une coïncidence. Il s'agit plutôt, à mon avis, de la cause et de l'effet. Au cours des dernières élections les journaux étaient remplis du cri de ralliement "King ou le chaos" et on s'amuse aujourd'hui à dire dans tout le pays que nous avons eu les deux. Un autre cri de guerre disait: "Elisez le parti libéral et vous obtiendrez des résultats". Quels résultats avons-nous obtenus? Nous avons eu l'inaction, la réaction, le laissez faire et l'incurie. C'est l'épithète que nos gens donnent au présent Gouvernement: le Gouvernement de l'incurie, et tant pis pour ceux qui ne peuvent se tirer d'affaire. Voilà la situation. A ce que je puis voir, le premier ministre et aucun de ses ministres ne semble connaître la situation actuelle au Canada. Je me suis parfois arrêté à penser que le premier ministre est trop pris par les affaires extérieures pour s'occuper réellement ou pour se rendre compte des affaires intérieures et des besoins du peuple. Connaît-il leurs besoins? Le très honorable député se rend-il compte du fait que notre pays est composé de neuf provinces? Je me le demande. A-t-il visité les neuf provinces depuis qu'il est premier ministre afin de connaître la manière de voir des habitants de chacune d'elles? La question reste sans réponse. Si je ne me trompe, le très honorable premier ministre ne s'est pas même rendu à une distance de 1,000 milles de sa propre circonscription depuis les dernières élections. Je veux que l'on me reprenne si je fais erreur, et je retirerai cette observation. J'aurais du dire, je crois, 1,500 milles. Je le répète, monsieur l'Orateur, le malheur est que le présent Gouvernement en est un de réaction, d'inaction, un gouvernement à la Micawber. Voilà le malheur. Vous vous rappelez le beau vieux personnage Micawber dans *David Copperfield*. Je l'aime beaucoup parce qu'il avait une manière de raisonner si réconfortante. Le vieux bonhomme était toujours criblé de dettes, vous vous rappelez, et lorsque la situation devenait critique et que ses créanciers s'acharnaient contre lui, il leur donnait un billet à ordre et remerciait Dieu de ce que cette dette était payée. J'ai déjà rappelé ce trait il y a plusieurs années et j'ai dit alors, ce que je répète maintenant, que le très honorable député me fait beaucoup penser à Micawber, parce que lorsque le peuple le

presse de trop près au sujet des conditions qui existent dans tout le pays, il lui donne ou bien une autre promesse, une nouvelle harangue ou une commission royale. Il n'y a pas lieu de s'étonner que le peuple appelle le présent gouvernement le gouvernement de l'inaction.

Le grand problème qui se pose au Canada aujourd'hui, à mon avis, est celui du chômage, et ce tout autant qu'en 1935. J'admets franchement que c'était aussi alors le grand problème à résoudre. C'est le problème de fournir à notre jeunesse l'occasion de faire ses preuves. C'est le problème d'assurer la sécurité à nos vieillards. Si nous voulons justifier l'existence de cette démocratie dont nous nous vantons tant; si nous voulons établir la justification de ce système, nous devons faire concurrence aux nations totalitaires. Dans certains pays, la Russie, l'Allemagne et l'Italie, on prétend que tout le monde est occupé. Oui, tout le monde est occupé dans un sens; mais à un coût trop élevé. On y a fait disparaître la liberté de la presse; la liberté de parole, le droit de se réunir, de pratiquer sa religion, tout ce dont nous jouissons dans notre pays, Dieu merci, sous le régime parlementaire britannique, et ce pourquoi nos ancêtres ont combattu pendant plus de mille ans.

Je prétends que si nous désirons justifier ce régime démocratique et ce système économique dans lesquels nous vivons, diversement appelé système capitaliste, système de profit, système de récompense, système de propriété privée, d'initiative privée, et si nous voulons empêcher notre pays de pencher vers telle ou telle dictature, il nous faut absolument corriger les vices de notre système, dont le chômage est l'un des plus graves, à l'heure présente. Je rappellerai ce soir ce que j'ai déjà déclaré devant diverses organisations canadiennes. Je l'affirmais il y a juste un an devant le Canadian Club d'Ottawa, en présence de mon très honorable ami et de quelques-uns de ses ministres: à moins de corriger ce vice, d'ici vingt ans les institutions parlementaires démocratiques britanniques, dans lesquelles nous avons foi, risqueront grandement de disparaître complètement et tout notre système démocratique aura vraisemblablement vécu. A mon avis, ceux qui n'entrevoient pas cette éventualité sont bien, bien aveugles, et quand un pays se fait conduire par des aveugles, la population court de graves dangers. La bourgeoisie à l'aise se rend de plus en plus compte de la vérité de cette déclaration, et après longue et mûre réflexion je déclare hautement que jamais depuis 1867 le Canada n'a eu de gouvernement aussi peu soucieux des véritables be-